



# ENCORE UNE CRISE ÉCONOMIQUE !

## Quelles répercussions économiques et sociales dans l'industrie de la Construction ?

*Crise... Brusque changement d'état dans une maladie. Aggravation subite. Apparition brutale d'un état morbide. Excès de passion, d'ardeur. Moment décisif, périlleux. Manifestation émotive soudaine. Trouble, embarras momentané, remise en question...*

*Conflit... Impasse. Récession, dépression. Crise des subprimes, crise des fonds spéculatifs (hedge funds), crise boursière, crise financière... Crise systémique pour certains, crise structurelle pour d'autres. Crise du crédit par ici, crise de confiance par là... Bref c'est LA crise, mais pas pour tous...*

*L'hégémonie dictatoriale de l'économie fictive dopée par l'ensemble des crédits et emprunts aussi bien privés que publics prouve une fois encore que « nos » élites et « nos » experts se moquent éperdument de la grande majorité de la population. L'économie fictive n'est pas qu'un leurre pour les politiques d'investissement et les projets sociaux, elle est anthropophage. Elle ne vaut pourtant pas un « kopeck » sans l'appui productif de tous les travailleurs. Alors, quelles conséquences sociales les secteurs du BTP et notamment leurs travailleurs doivent-ils supporter ?*

### **Crise du capitalisme et donc crise dans la crise.**

Crise de l'économie régale... Bin non, justement, il n'y a aujourd'hui pas de crise de l'économie régaliennne. La régulation (dite keynésienne) de l'économie (dite fordiste) de l'ère capitaliste (équilibre entre l'offre et la demande des biens et des services avec le revenu du travail et la reproduction du capital en rapport des facteurs sociaux politiques, institutionnels et culturels, et enfin idéologiques), mise en place au lendemain de 39-45, est bien morte depuis quelques décennies. La flambée du prix du pétrole en 1973 fut alors le catalyseur de cette crise économique qui marqua l'apogée des « trente glorieuses ». Quelque années plus tard, Mme Thatcher ouvrira le bal néo-libéral au Royaume-Uni et entérinera par des politiques de casses des bastions industriels, entamées en 73 suite à la crise. R. Reagan lui emboîtera le pas au États-Unis. Le but est alors fort simple : sortir de cette crise structurelle par le chemin le plus court et le plus avantageux en imposant la lutte des classes à la sauce patronale : la bourgeoisie doit s'enrichir, l'ouvrier doit payer ! Structurellement : s'attaquer autant que se peut aux droits sociaux (droit du travail, salaires, protection sociale...) ; privatiser les industries publiques (les services suivront) ; continuer à boucler les grandes industries lourdes (aciéries, charbon...) afin de délocaliser (l'innovation en ce domaine portera ses fruits) ; concentrer et fusionner l'automobile, l'aviation, les chantier navals, le BTP... Liquidier le secteur textile, etc.

Pour endiguer un tantinet le chômage - structurel - de masse qui précède et rompre la solidarité ouvrière ; développer le secteur tertiaire... Les sociaux-démocrates, notamment français (J. Delors, M. Rocard, pour ne citer qu'eux) vont avec grand zèle, plonger dans ces sales combines. Ils seront les sociaux libéraux d'alors, hypocritement toujours « socialistes ».

Inutile ici d'énumérer les crises économiques qui se succéderont depuis cette époque et qui s'accumuleront sur le dos des travailleurs jusqu'à aujourd'hui. Et si quelques « dommages collatéraux » sont bien réels au sein des classes dirigeantes, celles-ci accumuleront, actions, titres, stock-options, parachutes dorés, propriétés foncières... Dans les pays centraux (d'Amérique du nord, de l'UE (Union européenne), le Japon, l'Australie...), la classe ouvrière verra ses acquis durement conquis s'effriter. Alors que dans les pays périphériques, le développement économique et social n'arrivera jamais, bien au contraire : conflits en tout genre et famines se succéderont et s'amplifient.

ront. « Reste » les pays de la proche périphérie, dit plus communément pays émergents (Brésil, Pays du sud est asiatique, Chine, Emirats...) qui verront leur économie se développer peu à peu mais où les plus pauvres le resteront ! Si ceux-ci émergent, c'est sous la volonté de la triade (Japon, Etats-Unis, UE) qui confirme sa volonté hégémonique. Grâce notamment aux réseaux et à la conteneurisation (transport par conteneur), la mondialisation se révèle une toile d'araignée tissée par la triade. Particularité : le Brésil possède deux ministères de l'agriculture ; un, destiné aux gros exploitants (exportation), l'autre, pour les plus pauvres.

Ainsi, crise après crise, la libéralisation tout azimut des politiques économiques, des services et des individus (imposés par les institutions internationales dont les sièges et les chefs sont domiciliés dans les pays centraux), la privatisation totale des industries, des services publics, des énergies dont l'eau et des espèces naturelles est en voie d'achèvement. La transnationalisation (pouvoirs privés au-dessus des Etats) se généralise peu à peu, les peuples n'ont qu'à bien se tenir ! Tout va donc pour le mieux pour le Capital ? et bien oui et non ! Pour la simple et bonne raison que si la bourgeoisie fait œuvre de solidarité de classe, c'est uniquement pour contrer les revendications des classes possédées et leur imposer leur fin de l'histoire. Mais elle l'est bien moins lorsqu'il s'agit par exemple de couler un concurrent ou de provoquer une guerre dans telle partie du monde. Ce qui après tout est sa raison d'être. Depuis l'avènement du capitalisme - « idéologie » des pays centraux (sous la forme de reproduction de richesses qui prévaut depuis quatre siècles) -, crises, récessions et dépressions économiques, auxquelles il faut ajouter guerres et conflits en tout genres, auront permis au Capital de s'accroître, au point de dominer en ce début du 3<sup>e</sup> millénaire la majorité des peuples. Les travailleurs toujours méprisés, auront de nombreuses fois lutté pour faire respecter leur dignité et gagner quelques droits, trop souvent au prix des larmes et du sang... S'il subsiste encore aujourd'hui quelques acquis, c'est bien grâce aux luttes de jadis ! Parallèlement et malheureusement c'est bien parce qu'une fraction importante de la classe ouvrière singe son maître que le pouvoir de celui-ci s'accroît.

### **Et combien pour nourrir, loger et éduquer cinq milliards d'oubliés ?!**

C'est bien là la nature même de ce système, sa fonction réside dans sa spoliation de la production de plus-value sur le produit du travail. En d'autres termes ; plus le mode de reproduction de la richesse lui profite, moins le travailleur - qui vend sa force de travail sans en imposer le prix - bénéficie avantageusement du produit de son labeur. D'autant si des freins régulateurs de l'économie sont aujourd'hui devenus inexis-

tants. Ceux-ci remis à jour permettraient, pour un temps, par des politiques adéquates (légalité, contrôles des échanges et des placements, fortes pénalités, freins aux privatisations, etc.) d'encadrer, vérifier et limiter, voire supprimer, une quantité invraisemblable d'options de manipulations au but de reproduire des richesses astronomiques, sans que celles-ci ne soient redistribuées. Cette carence à pour origine ; la corruption des institutions, des Etats, des Elus..., l'intérêt de classe.

Pourtant ce type de réforme est loin d'être la panacée pour les travailleurs. Si la crise structurelle de 73 a eu lieu, c'est bien que le mécanisme de régulation de l'économie est insuffisant, la logique concurrentielle étant la « vertu » du capitalisme : forcément à un moment ou à un autre le déséquilibre économique résultant des contradictions intrinsèques à la reproduction du capital arrive à son paroxysme et une confrontation aiguë entre deux (voire plus) protagonistes économiques va alors faire tomber un domino (les subprimes pour cette fois). Ajoutons que l'emballage rapide est logique puisque le temps se retrouve lui-même relativisé par les moyens de communication actuels. Tout le monde connaît la suite ... et comme personne ne tient à payer les pots cassés, les plus modestes trinqueront !

Par ailleurs, seuls « quelques » dominos sont tombés, bien d'autres capitaux hypothécaires seraient en passe de perdre leur équilibre précaire, si les sommes abyssales (50 à 60 000 milliards de dollars) fondent comme neige au soleil. Là, ce sera tout l'édifice monétaire qui prendra une baffe monumentale ! Et combien pour nourrir, loger et éduquer 5 milliards d'oubliés ?!

### **Business is business !**

Voilà trois années qu'a éclaté le krach des prêts immobiliers (hypothécaires) à risque aux Etats-Unis. Deux que les médias l'ont révélé au grand public. Depuis, ces mêmes médias, ainsi que l'ensemble des élites politiques nous auront saoulé des « raisons de la crise », des risques sociaux et des conséquences pour l'économie mondiale, etc.

Tantôt le discours alarmiste et anxiogène passe en boucle, tantôt les visions rassurantes, voire optimistes à coup d'expertises bidons et de plans de relance non moins bidons sont balancés à travers une Presse bien naïve et trop souvent peu scrupuleuse de développer une information objective. Cette alimentation malsaine va permettre à tous les gouvernements (et notamment le nôtre), à l'UE, de poursuivre les dites réformes de casse et de démantèlements de l'ensemble des services publics, du droit du travail, avec de drastiques réductions des droits sociaux et des droits élémentaires que nous avons encore y a quelques années. Cela sans pour autant jamais reconsidérer les mécanismes de transac-

tions et de spéculations dont les responsabilités sur les conséquences économiques et sociales seront formidables. Les centaines de milliards versés aux banques d'affaires, les autres milliards versés aux actionnaires de l'automobile sont le reflet de la participation de tous à l'effort commun pour l'intérêt général : les travailleurs payent, les actionnaires et autres dirigeants, se sucent. Et le fruit de l'économie réelle redouble d'effort pour alimenter l'économie fictive. Un exemple parmi d'autres : bloqué à cause du gel des crédits, l'argent des plans de relance sert aux banques à spéculer en Bourse et acheter du pétrole. Ainsi plutôt que de faire leur travail, les banques auraient cédé à leur goût du profit les chèques à dix zéros.

### **Pourquoi se voiler la face ?**

L'intérêt pour la fédération CNT Construction de publier dans sa revue un dossier sur la crise et sur ses conséquences dans son secteur professionnel n'a pas pour motivation d'aller au-delà des nombreuses analyses publiées dans toute la Presse (bourgeoise, spécialisée, presse militante ou alternative) durant des mois. Les camarades de la fédé n'ont pas la prétention d'être plus au fait pour comprendre un système monétaire et financier vacillant peut-être, mais d'autant cannibale. Cette motivation par contre tient du principe et de l'intérêt majeur pour les travailleurs et les travailleuses, de se faire une opinion tangible (opinion qui sur le fond est déjà faite) des corrélations néfastes qu'engendre un monde financier qui n'a que faire de l'économie (réelle), celle des producteurs de richesses à savoir : nous tous ! De plus, pour les acteurs et actrices de la production de biens et de services dans le vaste domaine de la Construction, il convient de rappeler pourquoi ils et elles sont doublement concerné-e-s.

- D'abord le lien direct qui unit la propriété avec le mécanisme de reproduction de richesses. C'est sur le socle dit démocratique que se fonde toute l'accumulation, la propriété (d'une voiture, d'une usine, d'une maison, d'une invention ou d'une action boursière, bref d'une richesse quelconque, personnelle ou pas) permet sans aucun garde-fou de s'enrichir sur le dos de ses semblables lorsque ce bien produit une plus-value. C'est l'esprit libéral. La propriété foncière en était le symbole et le cheval de fer. Mais ce canasson-là doit partager son leader ship depuis quelques lustres avec le capitalisme financier (pléonasme). Aussi on peut reprendre aisément l'affirmation de P.J. Proudhon : la propriété, c'est le vol !

- Ensuite, les magouilles en tout genre dans les milieux immobiliers qui poussent à la hausse spectaculaire les valeurs foncières. Les premières conséquences sont l'inflation générale (pourtant tant décriée par notamment L'UE et les économistes qui ne cessent d'affirmer que l'inflation est limitée et contenue alors que

les prix d'achats et de location foncière ont en moyenne doublé en dix ans) responsable en grande partie du gel de la restauration de logements ; dont deux millions en France son vides. Ensuite les feux de forêt (pas tous) qui profitent à des spéculateurs et des lobbys (banques, sociétés *ad hoc*, organismes publics, industriels...). Ce ne sont là que deux exemples.

- On doit prendre aussi en compte que l'investissement spéculatif à risque au sein du milieu foncier est largement utilisé, voire au-delà de son domaine spécifique - tous les marchés boursiers sont poreux et transversaux. Rien n'empêche un bailleur social d'avoir des actions ou un emprunt dans l'alimentaire ou l'armement, ne sachant très souvent d'ailleurs pas l'origine ou la destination de tel fonds de placement. Evidemment, c'est surtout vrai pour les grands capitaines de l'industrie du BTP. Les bailleurs sociaux, pour pouvoir jouer à Wall-Street doivent « évoluer », aussi la loi leur permet de changer leur statuts pour muter en société d'économie mixte. Du coup les loyers augmentent et vu l'insuffisance du parc locatif travailleurs les plus modestes sont mis à l'index au profit des classes moyennes. Et l'éthique ? tout le monde s'en fout, n'est crainte que la révélation publique... Pour conclure sur ce point, ces bailleurs vendent « leurs » logements ! (Sic) Là où ça fait vraiment mal, c'est chez les plus démunis, qui se font expulser de leur logement pour impayés. Le rêve pour certains, la réalité pour beaucoup d'autres crapules qui parfois s'ignorent : être boursicotier et à la fois marchand de sommeil.

- Le livret A ; 143 Milliards d'euros répartis en 56 millions de détenteurs dont 60% disposent de moins de 200 euros, fin 2008. Depuis des décennies, l'épargne populaire, transférée à la Caisse de Dépôt et de Consignation permet aux bailleurs sociaux de construire, d'acheter ou de restaurer des logements sociaux à un taux de crédit préférentiel. Maintenant l'Etat décide de prélever 40 % de ce montant pour le redistribuer aux banques afin qu'elles puissent les faire fructifier comme bon leur semble. Des bénéfiques que produiront ce hold-up, les petits épargnants ne risquent pas d'en voir la couleur. Pire, puisque les intérêts du Livret A sont tombés en six mois de 4% à 1,25%. De plus, F. Fillon notre 1er ministre, tout en affirmant que la France possède suffisamment de logements sociaux, projette de prélever encore sur les fonds restant pour les dilapider aux entreprises en difficulté (en fait à leurs actionnaires). Notre pays construira donc moins de HLM en 2009 et 2010, etc. Quant au taux préférentiel, les bailleurs sociaux pourront s'asseoir dessus, ce qui rendra les plus petits plus fragiles.

- Prendre encore en compte que colonisation et acquisition sont les deux mamelles de l'exploitation énergétique, de l'exploitation des humains, de la spoliation de leur terre, de leur culture, de leur vie. S'il n'y a plus

de colonialisme, le néo-colonialisme, lui, est bien présent ! Le BTP a beaucoup à y voir, puisqu'il participe activement à tout développement sociétal.

- Le prestige, la réussite, la mégalomanie, la concurrence, sont les critères essentiels à la bonne marche de la « morale » mercantile et libérale. Les projets faraïeux de buildings exponentiels, de villes nouvelles, n'ont pas pour utilité d'abriter les travailleurs lambda, ces derniers logeront dans les proches banlieues, les algécos et autres bidonvilles, car leur présence est indispensable pour trimer sur les chantiers et pour servir de bonnes à ces messieurs. Messieurs qui justement représentent tel holding, à la fois telle banque et à la fois telle industrie du BTP, etc.

### **Quant le Bâtiment va, tout va...**

#### **Mais où va-t-il ? Droit dans le mur !**

En parallèle d'un train de vie majestueux pour certain de ces « singes », notamment en France, le moral se fissure un tantinet, faut dire que les carnets de comman-

de ne sont plus pleins. Pour l'ensemble du BTP, les chantiers auraient chuté de 5 à 15 % en 2008 selon les secteurs d'activité. Répétant une baisse déjà effective en 2007.

- Les plus touchés paraissent être les majors du Bâtiment. Cette année confirme le repli du nombre de chantiers de logements neufs, ainsi que de logements rénovés, amorcé depuis fin 2006. Leur taux ont baissé de 11 % pour les permis et de 17 % pour les démarrages des travaux. Pour les logements collectifs, cela est plus inquiétant puisque le taux chute de 15 % pour les permis et de 32 % pour les démarrages. Quant au taux de capacité de production, il se situe pour le début 2009 de 87 %.

- Les petites entreprises (artisanales) sont moins chagrins, depuis l'automne dernier le volume d'activité du secteur de l'artisanat ne recule que de 5 % selon la CAPEB (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment). Exemple de variation de ces chutes selon les métiers : 7 % pour la maçonnerie ; 5 % pour la menuiserie-serrurerie et la couverture-plomberie-chauffage ; 3 % pour les peintres, les plâtriers et les électriciens.

Précisons quand même que ces taux varient rapidement, ces pourcentages sont une moyenne. La presque sérénité de cette catégorie de patrons tient au fait que le constat pour l'instant est moins alarmiste qu'il n'y paraissait lors de la sur médiatisation de la crise y a 1 et 2 ans.

Dans le Bâtiment, 15 à 20.000 emplois seraient supprimés cette année suite à ces baisses. En 2008 notre pays aurait compté 725.000 salarié-e-s.

- Dans le secteur des Travaux Publics, même son de cloche que chez les majors du Bâtiment. La situation est loin d'être brillante selon le peu d'indications fournies - les patrons semblent avars sous cet angle aussi ! Les entrepreneurs jugent très bas le niveau de leurs carnets de commandes. Le taux de baisse serait de 5 %.

Quelques chiffres clés des TP pour 2006 : 8000 entreprises ; 37 Milliards d'Euros de chiffres d'affaires en France ; 300.000 salariés dont 50 % de plus de 40 ans ; 30.000 départs à la retraite ; 15.000 emplois nets créés sur 30.000 embauches. Donc 15.000 emplois nets supprimés (ces derniers chiffres ne sont pas propagés). (la suite dans le second encadré)

### **Le moral des patrons c'est comme la croissance**

Lorsque le taulier pavoise (ce qu'il ne fait qu'en privé), l'ouvrier peut se faire du mouron, et lorsque le dit taulier rame à l'accostage (et qu'on soit pas en pleine révolution) l'ouvrier doit garder son mouron. Les crises économiques et surtout celles de 1929 et 1973

#### **Dans l'espoir d'être à nouveau bénéficiaires, quelques projets :**

- Pour 2010 et 2011 les dispositifs « Loi Robien, Loi Borloo et Loi Scellier » s'appliqueront à l'acquisition puis la mise en location de biens immobiliers neufs (appartements ou maisons), loués nus à titre de résidence principale pendant une durée minimum de 9 ans. La loi Robien et la loi Borloo permettent d'amortir une partie du coût d'acquisition d'un bien, conduisant à une réduction d'impôt. La loi Scellier à une réduction d'impôt de 25% à 37% du montant investi. Pour l'heure, les dispositions réelles des projets ne sont pas concrétisées ;

- L'attente du plan de relance et des mesures d'accompagnement pour le BTP se fait pressante mais vaudrait le coup : doublement du prêt à taux zéro, extension du PASS-FONCIER au collectif, ECO-PRÊT à taux Zéro ;

- La prescription bâtiment comme solution commerciale à la crise, dixit des businessmen. Pour les fabricants et distributeurs du bâtiment, la prescription serait la solution commerciale. En 1er lieu, réduire les coûts de fonctionnement, afin d'investir dans les activités commerciales à haut rendement et mieux vendre des produits à valeur ajoutée. Le choix du produit au "moins-disant" va se systématiser pour des entrepreneurs eux-mêmes en très forte concurrence ; en conséquence, les marges sur les produits génériques, ou banalisés, vont être difficiles à maintenir et cela dans la prévision des rachats d'entreprises. Celles qui auront su préserver l'essentiel, c'est-à-dire des marges et du volume, seront en mesure de racheter leurs concurrents moins réactifs. Dans un contexte de raréfaction des affaires, il ne serait pas possible de compenser par le volume seul !

- Après le scandale sur des prélèvements illicites des caisses de congés payés, le prétexte est trouvé de faire main basse totalement sur celles-ci. C'est le vœu de quelques patrons du secteur, ce qui permettrait à l'ensemble de ne plus devoir alimenter à l'avance ces caisses considérées trop coûteuses.

**A bon entendeur...!**

nous ont apprises que leurs répercussions sur l'ensemble de l'économie tardent véritablement de quelques années. On doit donc légitimement s'inquiéter d'un proche avenir encore plus difficile (en terme d'emploi, de salaire, de condition de travail, de protection sociale) car aucun indice économique/politico/social ne permet d'envisager l'avenir sereinement.

À la CNT on savait déjà que même dans le brouillard y a pas de hasard. Les constats :

- La crise des subprimes est elle-même consécutive de la crise de l'immobilier des pays centraux et surtout des États-Unis. Est de suite mise en avant la hausse des prix des matières premières, mais moins de publicité est faite dans les milieux du BTP et de l'immobilier sur l'inflation exagérée des prix fonciers (avant la crise), des magouilles spéculatives sur les hypothèques et sur l'arnaque faite aux ouvriers modestes en particulier et sur les différents type de mécanisme des crédits en général ;

- Les crédits, déjà chers ces dernières années, ont pris une grosse baffe, la « confiance » n'est plus de mise pour les temps à venir, aussi bien pour les personnes, pour les entreprises, que pour les entités publiques, ce qui fait grimper les taux d'intérêts alors qu'aujourd'hui les prix fonciers stagnent, voire reculent. Du coup, l'intérêt de vendre perd de sa superbe (des petits propriétaires feraient faire de menus travaux de restaurations pour ajouter de la valeur à leur bien. Ce qui paradoxalement bénéficierait pour le peu aux artisans) ;

- Dans le collimateur des plans sociaux, d'abord les PME des Travaux publics qui depuis deux décennies ont vu leurs contrats peu à peu se généraliser dans la sous-traitance, du moins pour les grands travaux. Auparavant, ces entreprises gardaient des relations professionnelles « humaines » avec les responsables régionaux des majors. Aujourd'hui le management impose une productivité au moindre coût, sans discussion possible : tu marches ou tu crèves semble dire un Eiffage à un de ses sous-traitants (et tous à l'unisson, le répétant aux salarié-e-s,...). Aussi avec la crise, leur destin scellé se précise !

- Ensuite : les majors de l'ensemble de la Construction, à l'instar de toutes les industries, de l'automobile, etc, des services comme les banques, assurances, Cie aériennes..., s'achètent et se vendent, se rachètent et se revendent, tout secteur spécifique confondu, par de là les frontières et amplifiant ainsi la concentration de puissance et de pouvoir. Donc rien de neuf ! Donc la crise n'apporte aucun enseignement, ni moralement pour la réguler, encore moins, d'un point de vue socio-économique, pour s'en inquiéter sérieusement. Bien au contraire toute la machine capitaliste tourne à plein régime.

- Quoi qu'en disent les « experts » et autres « optimistes de rigueur » du BTP (voir le 1er encadré), ces espoirs

ne concernent pas vraiment les salariés, la tendance du travail est à la précarisation. Dans le contexte de la privatisation générale de la production et des services lucratifs d'origines publiques - pourtant toujours honnêtement financés par les impôts -, les budgets des instances territoriales (décentralisées), de l'État et de l'UE, sont scotchés à des politiques de rationnement et pour cause... Aussi les « bénéficiaires » des financements publics, légitimes et indiscutables, eux, (gestion scolaire, associations de missions sociales et culturelles, entreprises du BTP...) ne dépendent plus de plans quinquennaux, ou de lois ou de décrets, fondés sur la constitution française, et donc de projets à long terme pour « le bien et le progrès de la population », mais de portefeuilles budgétaires constitués à partir de pressions lobbystes ou revendicatives et de promesses électorales - ces motivations ont toujours existées, mais aujourd'hui elles s'imposent derechef. Cette politique du sans lendemain (promue ou acceptée par nos élites politiques), revue et corrigée quasi annuellement grâce à d'agressifs appels d'offre, concrétise le rêve patronal : rendre précaire le contrat de travail. Les structures sociales éducatives et associatives ont largement dû développer l'emploi précaire et partiel, systématiquement. La crise servant de prétexte, l'imposture ne peut que s'étendre et les travailleurs du BTP, souffrant déjà en particulier de l'intérim et de migrants surexploités, voient déjà s'amplifier la nouvelle notion du droit de travailler - CDD, attaque sur les 35H00 et flexibilité accrue, chômage partiel ou total,...

- Début 2008, le PDG de Nexity (promoteur immobilier), prévoyait un risque de suppressions de 180.000 emplois pour 2008, rien que dans la Construction. Sans commentaire ! Cependant la vigilance reste de mise, entre la surenchère et l'atténuation des incantations, les travailleurs sont pris pour des « billes » !

- Les salarié-e-s de la Construction (ou d'ailleurs), de France et de Navarre peuvent sacrément se faire du mouron. Mais ce futur-là, les militants des SUB ne cessent de le répéter à qui veut l'entendre, aussi, ils seraient tentés de croire que la truelle rend sourd.

**Une fois encore, répétons que la crise nous est destinée, à nous ouvrier-e-s et employé-e-s ! Et rien qu'à nous, quelle que soit la latitude où nous vivons et travaillons !**

Dans la folle course aux profits, gros patrons et actionnaires jouissent : l'adrénaline leur noie les neurones. Ils sont prêts à tout pour être les premiers... Même leurs perdants n'y trouvent rien à redire, alors que dire de leur laquais (politicards et petits patrons moins voraces) qui pour la plupart les envie. Puisque l'accroissement des marges bénéficiaires se fait au détriment du droit du travail, ces tristes sieurs prévoient dans l'ombre de se plaindre publiquement

et d'imposer notamment des plans sociaux, vu que la capacité de production varie de 87 à 90 %. C'est toujours 10 ou 13 % de salaire et de « charges sociales » en trop : y a pas de petits profits ! Et c'est surtout de cela qu'il s'agit : les riches ne se plaignent pas de perdre de l'argent, mais d'en gagner moins ; les actions et autres titres gonfleraient moins vite que prévu et leurs concurrents pourraient mieux faire ...

Face au « droit divin », qu'attends-tu donc camarade travailleur pour vouloir te libérer de ton semi esclavage, tes neurones seraient-ils également noyés pris par l'anxiété de devoir moins consommer ?! Ta force s'épuise t-elle sur ton outil qui lui est bien plus solide que toi ? Ta colère se retournera-t-elle, un jour, contre ton camarade de peine ? Penserai-tu que Résistance et Solidarité n'appartiennent plus à notre patrimoine prolétaire ? Penserai-tu que Syndicat rime avec faux cul ? Même s'il est vrai que la plupart des syndicats font cause commune avec le patronat et les politiques. Ne sais-tu pas que le syndicat, justement il t'appartient également. Que les raisons de se syndiquer ne manquent pas, encore faut-il choisir celui qui te soutient vraiment. Tu rêves peut-être de gagner des millions toi aussi, comme mille autres, qui ne sont ni tes potes de labeur, ni tes voisins. Tu penses peut-être même que ton voisin va te piquer ta place et peut-être même qu'il n'est pas d'ici. Mais y es-tu vraiment toi, ici, les pieds sur terre ? T'oublierai pas, des fois, que t'as une dignité à faire valoir ? Une dignité de travailleurs car c'est sur ton dos que ton singe fait le sien rond. C'est sur ta souffrance au travail, qu'il soigne son portefeuille, sur tes faux espoirs d'un lendemain meilleur, qu'il dessine ton avenir plus sombre.

Les explosions de colère des salariés équipementiers de l'automobile sont légitimes, mais elles restent un combat d'arrière-garde. Leur motivation s'arc-boute à la prime de départ plus ou moins rondelette d'apparence mais de peu de valeur à long terme. Luttés perdues en fait car sans solidarité réelle de leurs directions syndicales. Luttés perdues aussi car sans projet d'avenir social, ni pour le travail, ni pour eux-mêmes. Ces syndicats-là ont depuis longtemps abandonné aux partis politiques la lutte de classe, celle qui dépasse le droit à la consommation et à l'individualisme dénué de morale et de conscience ouvrière évaporée. A terme, sans lendemain.

Plus tard tu t'organiseras avec tes camarades, plus tard et plus difficile sera votre combat. Aujourd'hui moins de 5 % des salariés du BTP sont syndiqués. Il y aurait donc moins de 5 % d'illuminés et de doux rêveurs. Les autres 95 % auraient raison de ne pas l'être ? Raison de se plaindre et de rouspéter tout de go, du matin au soir et du 1er au 30. Combien êtes-vous à la fermer quand vraiment faudrait l'ouvrir et surtout agir...

**Quelques chiffres du BTP français, parfois**

**« paradoxaux », parfois douteux :**

- Eiffage a dégagé au premier trimestre un chiffre d'affaires de 3,037 milliards d'euros, en hausse de 2% par rapport à la même période en 2008. Cette progression était due en grande partie à la belle hausse réalisée par sa branche énergie (+32,7%), suite au rachat fin 2008 de Clemessy et Crystal.
- Eiffage chiffre d'affaire +5% résultat net -9.3% le groupe revoit à la baisse ses ambitions européennes.
- Le chiffre d'affaires du groupe Vinci s'est établi à 7 milliards d'euros au premier trimestre 2009 accusant un recul de 2,6% par rapport à la même période de 2008. Ce résultat s'explique par « la conjonction d'une baisse de l'activité à structure comparable de 3,9%, de l'impact positif de la croissance externe pour 3,3% et d'un effet de change défavorable de -2% », selon un communiqué du groupe. Vinci a réalisé plus de 1 milliard d'Euros en Grande-Bretagne.
- Le groupe cimentier Vicat, 3e cimentier français, a publié son chiffre d'affaires en mars 2009 qui s'établit à 425 millions d'euros. Baisse de 9,8%. A périmètre et à taux de change constants le chiffre d'affaires du 1er trimestre est en retrait de 14% par rapport à la même période en 2008. Le groupe est centré sur les métiers de la fabrication du ciment, il est également présent dans les métiers de la production de béton prêt à l'emploi et de granulats ainsi que dans d'autres activités parallèles ou complémentaires. Implanté dans 11 pays - France, Etats-Unis, Turquie, Sénégal, Suisse, Egypte, Italie, Mali, Inde, Kazakhstan, et Mauritanie -, le groupe Vicat emploie plus de 6700 personnes.
- Colas satisfait de son chiffre d'affaires 2008 +9.6% résultat +3.4%. Le carnet de commande pour 2009 -8%. Sa filiale britannique va gérer un réseau routier anglais de 1.200 km et confirme son leader ship outre Manche. Montant de cette opération pour Colas : 73 millions d'euros.
- Rappelons que Colas est elle même une filiale de Bouygues. Celui-ci a été désigné via sa filiale Dragages Hong Kong, afin de réaliser le nouveau siège de l'aviation civile à Hong Kong. Montant de 180 millions d'euros.
- Holcim a réalisé un bénéfice net en 2008 de 1.5 milliards en recul de 53.9% et un chiffre d'affaires de 16.9 milliards en recul de 7%.
- Saint Gobain : chiffre d'affaires +0.9% résultat net 1.9 milliards d'euros = -9.5%.
- Italcementi et ciments Français fusionnent, l'opération renforcera la capitalisation du groupe et la liquidité.
- Le groupe français Imerys a enregistré une baisse de son bénéfice net -43.2%.
- Le groupe français de matériaux de construction Lafarge augmente son capital de 1,5 milliard d'euros.

Sache que les camarades du SUB CNT se feront une joie et un devoir de t'accueillir. Avec ou sans section syndicale, ils te soutiendront et formeront à l'organisation et à la lutte pour faire respecter tes droits et en reconquérir de nouveaux.